

# 2013 : l'« annus hollandibilis »

Posté le : 27 décembre 2013 19:09 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
 Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique, Fiscalité

Comme il était prévisible, l'année 2013 aura été, en France, un complet désastre économique. Sur absolument tous les critères, on constate une aggravation.

Nous serons à très court terme, si nous ne le sommes pas déjà (les rectifications statistiques prennent souvent jusqu'à deux ans !), à près de 11% de chômeurs et de 100% de dettes publiques par rapport au PIB. La compétitivité française n'a pas été restaurée, stimulant les déficits extérieurs. L'investissement productif est au plus bas, la fuite des actifs au plus haut. La trésorerie des entreprises est quasiment inexistante, et les faillites ont explosé. Les grandes entreprises ont multiplié les licenciements collectifs, éliminant jusqu'à 4% des postes de travail. Des secteurs économiques entiers sont sinistrés, avec des chutes de chiffres d'affaires allant jusqu'à 30%. Le revenu par tête a baissé.

Cette catastrophe prend tout son relief lorsqu'on compare cette macabre évolution avec celle des autres pays comparables de l'OCDE, où la tendance à la reprise est affirmée et où le chômage est repassé souvent sous la barre des 7%. Les Etats-Unis ont connu une forte croissance.

Bref, dans une Europe qui est à la traîne du reste du monde, la France décroche.

Les prévisions 2014 sont dans la continuité : un décrochage aggravé.

On peut expliquer ce mauvais résultat par les obligations dépressives du traité Merkel-Sarkozy, qui impose de revenir rapidement dans les règles de Maastricht au prix de sanctions aggravées et qui a donné à la Commission des pouvoirs de coercition nouveaux et difficiles à éluder. Quel que soit le clan au pouvoir, il aurait bien fallu respecter la parole donnée.

Par calcul politique, François Hollande a tenu à prendre une posture hostile jusqu'à la vindicte aux 10% de la population qui forme le socle économique de la nation. La tradition républicaine veut qu'on sorte collectivement d'un mauvais pas et qu'on n'insulte pas les citoyens. Hollande, appuyé par un gouvernement fantoche et une majorité parlementaire excitée, dont le parangon est M. Eckert, a voulu multiplier les mesures ciblées les plus odieuses. L'impôt a été le vecteur principal de cette vindicte, aboutissant à des prélèvements supérieurs à 100% pour près de 10.000 Français.

Constamment bloqué par les instances de régulation juridique et notamment le conseil constitutionnel, F. Hollande a voulu prouvé sa détermination hargneuse en contournant les jugements pour faire le tort qu'il souhaitait aux catégories ciblées. Il fallait que quelqu'un paie pour les 75% d'imposition promis aux hauts salaires. Réintégrer les plus-values latentes des contrats d'assurance vie dans les revenus à prendre en compte dans le plafonnement obligé de l'ISF est contraire à tous les principes, l'argent étant non disponible. Les juges ont sanctionné la mesure. La vengeance est en cours d'élaboration. La fiscalité est la kalachnikov de ces pseudos révolutionnaires qui sont de vrais populistes sectaires. François Hollande ne fait que suivre l'exemple de B. Delanoë le maire de Paris qui a doublé les impositions sur le capital en affirmant « et je ne m'excuse pas ».

Cette violence verbale et fiscale a bloqué le pays. Elle a compromis l'efficacité même des mesures

d'austérité prises.

L'augmentation des impôts n'a pas eu le rendement espéré : il manque près de 10 milliards d'Euros au bout de l'année. L'argent a fui et s'est caché. On peut ruiner les gens une fois. Pas deux. La trajectoire de réduction des déficits publics, bien orientée après les mesures fiscales déjà concentrées sur la population aisée, mais sans abus ni injures, prises par l'équipe Sarkozy-Fillon, a été bloquée.

Le gros mensonge de l'innocuité de la politique fiscale pour les classes moyennes et populaires a volé en éclats, avec des millions de nouveaux contribuables à l'impôt sur le revenu et les hausses massives de TVA (passer de 7 à 10% la TVA moyenne est une augmentation de 42,86%, pas de 3%).

Il a bien fallu en passer par là : saquer fiscalement les ménages pour tenter de restaurer la compétitivité des entreprises. Indiscutablement c'était nécessaire. Mais que de temps perdu et surtout, pourquoi avoir choisi des modalités aussi complexes que le CICE ?

La posture politicienne hystérique et l'esprit incroyablement administratif qui ont teinté de façon indélébile l'action du gouvernement, sous l'aiguillon de F. Hollande, ont été totalement contreproductifs. Elle masque des évolutions certes insuffisantes mais utiles, comme l'assouplissement partiel des relations sociales ou la réforme minimaliste des retraitées du privé (qui n'a évidemment rien touché aux avantages abusifs des retraites publiques). De même, on peut considérer comme un bon point l'obtention de délais pour revenir dans la norme européenne.

Sachant qu'il était prisonnier des traités, F. Hollande a choisi l'offensive et l'offense pour « tenir » le temps que l'austérité fasse un minimum son effet et que la reprise mondiale tire le pays hors du pire. Il a asphyxié le terrain médiatique avec des réformes sociétales ciblant de prétendues « victimes » du système capitaliste et bourgeois.

Il a donc pris des mesures en faveur :

- Des Roms (la circulaire Valls)
- Des homosexuels (en offrant le « mariage » à leurs organisations militantes les plus actives)
- Des fonctionnaires abusant des arrêts de travail (alors que le jour de carence avait montré son efficacité)
- Des élèves décrocheurs
- Des drogués (en leur offrant une salle de shoot)
- Des présidents de collectivités locales abusifs
- Des voleurs condamnés et emprisonnés
- Des prostitués, « réifiées » par leurs clients
- ...

Ne fallait-il pas « pacifier » une société à domination bourgeoise « victimisant » ses enfants ?

Ce « sociétalisme » offrant à tous les groupes militants des satisfactions concrètes devait masquer la politique d'austérité et permettre la victoire aux municipales, où le PS est dès le départ en situation de force, d'une part en faisant monter le Front national et d'autre part en s'assurant des clientèles.

En un mot François Hollande a fait de la politique en sachant qu'il n'avait aucune marge dans le

domaine économique. L'ennui est qu'il a empoisonné l'esprit public et ses manœuvres politiciennes (imposées de facto sans jamais les justifier par une ligne ou un cap quelconque) ont fini par aggraver la situation économique.

Le drame, pour la Nation, est que cette inspiration politicienne a fini par faire perdre deux ans au moins à la France. Il se peut qu'on découvre désormais le « nouveau Hollande », celui qui a compris qu'il fallait surtout reconstituer la société productive privée.

Les derniers dix-huit mois ne plaident pas pour une évolution de ce sens. On a concédé des mesures absurdes et dangereuses comme l'augmentation des effectifs publics, le compte « pénibilité » la « gratuité de la vie » entre 20 et 25 ans. On a choisi de réduire la dépense publique non pas en s'en prenant à l'appareil qui le gère et qui est hypertrophié, mais en supprimant des allocations de façon ciblées. On n'a pas recadré le champ des missions de l'Etat qui s'est développé de façon excessive dans tous les azimuts depuis 50 ans. « L'énarchie compassionnelle » est toujours triomphante.

Rappelons que pour nous la crise est due à trois causes :

- Un système monétaire international défectueux. Le silence de F. Hollande a été sur ce sujet tonitruant.
- Une gestion européenne par la norme qui transfère à des institutions non élues des instruments dont ils ne se servent pas. Où est la politique des changes ? Le silence de F. Hollande a été sur ce sujet tonitruant.
- Une hypertrophie malade de la fiscalité française liée à la capture du politique par la haute fonction publique. F. Hollande l'a incroyablement aggravée en la rendant encore plus anti productive.

Alors oui, la dimension proprement « hollandaise » de la gestion économique en 2013 en a fait inutilement une « annus horribilis ».

Il lui reste trois ans pour rectifier le cap. Mais en a-t-il seulement conscience et, si oui, la volonté personnelle ?

Une gestion purement politique, avec comme seul objectif la réélection, n'est pas ce qu'il faut à la France. Il est à craindre que l'esprit déplorable de l'élection présidentielle de 2012 persiste. Comment changer des travers qui vous ont fait gagner ?

Mais c'est la France qui perd.